

La finance solidaire comme réponse aux crises que nous traversons

Antoine Attout, licencié en communication sociale, chargé de la participation citoyenne au sein du Réseau financement alternatif.

.....
Il n'y a rien à faire contre les dérives de la marchandisation et de la financiarisation ? Faux !

De plus en plus de citoyens s'interrogent sur les dérives de la finance.

La crise financière l'a montré à souhait : il y a d'un côté les épargnants « bons pères et bonnes mères de famille » et de l'autre côté, des mécanismes financiers qui évoluent en dehors de toute réalité concrète et de l'économie réelle.

Le Réseau financement alternatif est un mouvement associatif et citoyen qui tente de promouvoir des alternatives durables en matière de finance. Cette démarche passe par le soutien à des groupes citoyens qui veulent comprendre et agir, afin de proposer des alternatives concrètes à la crise financière, écologique, économique et sociale que nous traversons et de faciliter la transition devenue indispensable vers un modèle éthique et durable.

Aujourd'hui, les initiatives citoyennes fleurissent de toutes parts pour tenter d'endiguer ce phénomène de la finance « casino » qui fait des ravages sur la société, pille les ressources naturelles, maintient des dictatures en place. Ces initiatives proposent de recentrer les échanges sur le local, de manière éthique et durable, en créant plus de cohésion sociale, plus de liens directs consommateurs-producteurs et en proposant des pistes d'actions concrètes pour agir ensemble sur la finance et se réapproprier cet outil trop longtemps éloigné des préoccupations sociales.

Monnaies locales, investissement socialement responsable et autres : les alternatives existent

Les systèmes d'échanges locaux, les monnaies sociales, l'investissement socialement responsable sont autant de thématiques abordées et travaillées par les groupes citoyens engagés au sein du Réseau financement alternatif.

Dans le cas des monnaies locales, il s'agit de se réapproprier un outil financier classique pour en faire un outil social, ancré dans l'économie réelle et centré sur le local. À Mons, à Virton et dans d'autres communes en Wallonie et

Mots clés : alternative, économie, éthique.

Info et contact

citoyen@financite.be
www.financite.be
 02 340 08 63



à Bruxelles s'est amorcée une réflexion sur la monnaie dominante et sur les possibilités d'alternatives en la matière. Ces groupes se réunissent depuis plus d'un an pour faire aboutir un rêve commun : lancer une monnaie parallèle à l'euro avec pour objectifs de soutenir l'économie locale afin de redynamiser les régions concernées, de pérenniser l'emploi dans les petits commerces, de soutenir le tissu associatif et d'encourager les changements de comportements des consommateurs pour qu'ils puissent soutenir facilement les producteurs, artisans et commerçants de leur région. Ce but peut être atteint en encourageant les flux monétaires à rester dans une zone géographique locale, grâce à la création d'une monnaie complémentaire à l'euro acceptée par les commerçants, les producteurs et les consommateurs de la région.

Actuellement, il existe près de 5000 exemples de monnaies complémentaires fonctionnant dans le monde. La Belgique était à la traîne sur ce point et est en train, grâce à ces groupes citoyens, de récupérer son retard et d'avancer, grâce à ces outils, sur la voie d'une économie plus sociale, plus verte et donc plus durable.

L'investissement socialement responsable est une autre manière d'aborder la finance, en respectant des critères sociaux, éthiques et environnementaux. Le groupe local InvestÉthique s'est donné pour mission d'agir sur cette voie. Il s'agit avant tout de comprendre les mécanismes financiers de base, de se décomplexer par rapport aux produits financiers que nous proposent les institutions financières. Le groupe InvestÉthique tente d'encourager, par la mise en commun de leur épargne, l'économie réelle et les alternatives durables. Il s'agit de comprendre les produits financiers éthiques et solidaires, pour ensuite communément investir cette épargne collective dans des projets à plus-value sociale ou environnementale.

Les alternatives au niveau financier existent, la mobilisation est de plus en plus grande et la société civile est en train de s'organiser pour faire face aux *lobbies* du secteur financier. La finance doit redevenir un outil et non une fin en soi, au service de l'intérêt général et non

uniquement au nom des intérêts privés. Les pouvoirs publics ont trop vite démissionné du monde bancaire, entraînant cette situation insoutenable où les États doivent venir à la rescousse du secteur privé, pour ensuite devoir abdiquer et couper drastiquement dans les dépenses publiques essentielles, comme c'est le cas dans de nombreux pays européens. Au même titre que nous devons réinventer l'économie de demain, la finance ne doit plus dicter les actions des pouvoirs publics, mais ceux-ci, avec l'appui des citoyens, doivent reprendre le contrôle sur un secteur essentiel au devenir économique et social de notre société. Ces citoyens tentent, à leur échelle, de changer les choses et de faire en sorte que la finance solidaire soit un engagement constant dans ce monde en transition vers lequel nous nous dirigeons. ●

